



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Intervention au Congrès annuel  
du Groupement national des indépendants (GNI)**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

***Maison de l'Artisanat***

*Lundi 15 novembre 2021*

**Contact presse :**

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Merci monsieur le Président, cher Didier, chers amis,

Je vais vous dire une chose que disent rarement les responsables politiques, je n'ai aucun mérite. Je n'ai aucun mérite à vous avoir soutenus comme je l'ai fait, comme nous l'avons fait avec le reste du Gouvernement depuis mars 2020, depuis cette crise du Covid, tout simplement parce que je vous aime et que nous n'avons jamais de mérite, on n'a jamais de mérite à soutenir ceux qu'on aime.

Vous savez, le premier jour du lendemain de la fin du confinement, j'ai fait ce qu'ont fait je crois à peu près tous les Français, tous ceux qui le pouvaient en tout cas, sans exception, j'ai réservé au restaurant pour aller dîner avec ma femme et mes quatre enfants. Je pense que des millions de Français ont fait exactement la même chose parce que je vous aime, les Français vous aiment, parce que vous êtes tout simplement une partie du bonheur français, une partie de la culture française, une partie du savoir vivre à la française.

Qu'est-ce que nous serions sans vous ? Quelle vie est-ce que nous aurions sans vous ? Où est-ce qu'on irait fêter le diplôme de l'aîné qui vient de réussir son entrée à l'université ou son baccalauréat, si ce n'est pas dans un de vos hôtels, dans un de vos bars, dans un de vos restaurants, et pour ceux qui sont plus jeunes dans une de vos discothèques ? Où est-ce qu'on irait se consoler d'une peine d'amour si on n'avait pas un verre à boire dans un de vos bars ? Où est-ce qu'on fêterait nos victoires politiques s'il n'y avait pas des restaurants pour accueillir ces amis ? Où est-ce qu'on se consolerait d'une défaite politique s'il n'y avait pas un bon dîner pour se réconcilier avec les vraies choses de la vie ? Où est-ce que nous partirions en week-end avec notre femme —oui, notre femme —si nous n'avions pas vos hôtels ? Est-ce que nous serions vraiment français, totalement français, pleinement français sans les restaurateurs, sans les hôteliers, sans les cuisiniers, sans les serveurs, sans le service à la française, sans tout ce qui fait l'art de vivre à la française ? Je suis convaincu que non.

Je vais vous dire, il m'est arrivé dans ma vie politique d'avoir des décisions politiques difficiles à prendre. On le dit très souvent et c'est vrai : décider, gouverner, c'est choisir. Mais s'il y a bien une décision qui n'a pas été difficile à prendre, c'est la décision de soutien aux hôteliers, aux restaurateurs, aux patrons de bar, aux patrons de discothèques français, tout simplement parce que vous le méritiez. Je pense que personne n'a jamais contesté le fait que nous vous soutenions massivement et que nous vous aidions à passer cette période épouvantable qui était la période du Covid.

La seule chose que j'ai faite et dont je sois un peu fier, c'est que nous n'avons pas fait cela, pour le coup, à la française. À la française, cela veut dire en général que nous mettons des obligations, des contraintes, des règles, des conditions qui sont faites, c'est logique de la part du Trésor public français, pour que personne ne puisse toucher des aides.

Quand j'ai vu arriver les recommandations d'une partie de mon cabinet, j'y reviendrai, en tout cas des services, il y avait une liste de conditions pour bénéficier des aides pour un restaurateur qui était longue comme un jour sans pain. Je leur ai dit « Mais il faut faire simple, il faut faire massif. » Alors là, immédiatement, cela a été la remarque classique « Il va y avoir des effets d'aubaine. »

La seule chose dont je sois fier, une fois encore, c'est d'avoir dit à mes services « Il peut y avoir des effets d'aubaine, bien sûr, mais entre quelques effets d'aubaine et les centaines de milliers d'emplois que vous allez sauver, les dizaines de milliers d'établissements, d'entreprises que vous allez sauver, il n'y a pas une seconde d'hésitation à avoir, il faut un soutien franc, massif, simple et immédiat » et c'est ce que nous avons fait.



## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Nous l'avons fait de bon cœur, pas simplement comme je vous le disais, parce que vous êtes une part essentielle de la culture française, mais aussi, et je le dis dans un temps où il est bon de critiquer les corps intermédiaires, de dire que c'est compliqué, moi je crois exactement l'inverse et je le crois depuis que je suis ministre de l'Agriculture.

Quand j'étais ministre de l'Agriculture en 2009 et que j'ai été confronté à la crise des producteurs de lait avec un revenu qui s'effondrait, vous l'avez connu vous-même dans vos territoires, j'étais bien content d'avoir des représentants du monde agricole avec lesquels je pouvais discuter. Parce que si vous vous amusez à aller discuter avec chaque producteur de lait, chaque éleveur, chaque producteur ovin ou bovin, je peux vous garantir que vous n'en sortez pas. Vous avez besoin de corps intermédiaires solides pour discuter.

Cela a été le cas aussi pour vos dizaines de milliers d'établissements et je veux rendre un hommage appuyé à votre président, Didier Chenet, qui a été un interlocuteur fiable, ouvert, constructif et exigeant chaque jour de chaque mois de cette crise économique. Merci, cher Didier, pour ton engagement et la qualité de ton travail.

Puis, vous savez, comme le ministre est par définition quelqu'un de très occupé, il doit aussi s'appuyer sur des équipes. Je voudrais, puisque que tu l'as citée, cela m'arrive rarement, mais rendre un hommage aussi très appuyé à ma directrice adjointe de cabinet, Jennifer Pizzicara, qui a été sur le pont matin, midi et soir ainsi que des nuits entières pour à chaque fois trouver pour chaque personne, je dirais même pour chaque établissement ou pour chaque chaîne d'établissements, des solutions appropriées. Elle a fait, elle et tout le reste de mes équipes, un travail tout simplement exceptionnel.

Alors maintenant, et c'est aussi l'objectif de ma présence avec vous aujourd'hui, je vais vous passer quelques messages très simples.

Le premier, inutile de le répéter inlassablement, vous pourrez toujours compter sur moi. Je ne sais pas combien de temps je serai encore ministre de l'Economie et des Finances, au moins cinq mois probablement, après cela dépendra de vous, mais vous pourrez dans quelques fonctions que je sois toujours compter sur moi. Parce que je le redis, nous vous devons, nous, Français, tant de choses que c'est bien le moins que nous puissions faire que de vous aider dans des moments difficiles à traverser ces moments difficiles et surtout à vous projeter dans l'avenir.

La deuxième chose que je suis venu vous dire, c'est qu'il nous reste un certain nombre de problèmes immédiats à régler. Nous allons les régler, et nous allons les régler, comme nous l'avons fait depuis maintenant près de deux ans, dans votre intérêt et dans l'intérêt collectif.

Je connais les inquiétudes de certains sur les prêts garantis par l'Etat et j'imagine bien que c'est une des questions que vous me poserez. Ces prêts garantis par l'Etat (PGE), c'est un peu plus de 140 milliards d'euros d'encours, donc c'est beaucoup d'argent. Je suis comme toujours très direct et très transparent avec vous, je n'envisage pas de mesures universelles où nous dirions allez, si vous voulez reporter encore le remboursement d'un an, nous allons décaler de mars 2021 à mars 2022, nous allons décaler encore d'un an. Je pense que cette mesure générale est transversale, elle, n'est bonne pour personne.

J'aurais pu l'envisager si l'économie n'avait pas redémarré, si nous étions encore en grande situation de difficultés économiques. Mais là, nous allons faire au minimum 6,25 % de croissance. Cela redémarre, l'économie redémarre, les consommateurs sont là. Si je commence à dire à tout le monde vous pouvez encore reporter d'un an le remboursement de notre PGE, moi je pense que le remède sera pire que le mal et que ce n'est pas vous rendre service.



## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

En revanche, c'est l'engagement que je prends aujourd'hui devant vous. Aucun d'entre vous n'aura de difficultés de trésorerie liées à un remboursement de PGE. S'il faut trouver des solutions au cas par cas, nous trouverons et j'ai vu ce matin le médiateur Gérard Pfauwadel des solutions au cas par cas pour qu'il y ait un accord entre le banquier et son débiteur sous l'autorité de l'État, sous l'autorité de commissions qui sont montées au niveau départemental pour que personne ne soit laissé de côté.

Croyez-moi, vous connaissez suffisamment bien l'adresse de Bercy, le numéro de mon téléphone et la porte de mon bureau pour que je sache s'il y a la moindre difficulté que je serai obligé de trouver une solution. Nous ne laisserons tomber personne. Je préfère cette solution au cas par cas plutôt qu'une solution transversale qui, à mon avis, créerait plus de difficultés qu'elle ne résoudrait de problème.

La deuxième chose à régler dans l'immédiat, c'est de s'assurer que la relance continue sur sa dynamique, que la croissance continue à être très forte. Pour cela, il y a un engagement aussi à prendre, c'est de ne pas augmenter l'impôt des Français. C'est un engagement que je prends, que je prends pour maintenant que je prends pour les années qui viennent si jamais les circonstances politiques nous sont favorables.

Il ne faut pas augmenter les impôts des Français, parce que quand vous augmentez les impôts des Français, c'est autant d'argent qu'ils mettent de côté en prévision d'autres augmentations supplémentaires et qu'ils ne mettent pas dans un restaurant, dans un bar ou dans un week-end ou dans un déplacement touristique. Garantir que nous n'augmentons pas l'impôt des Français, c'est soutenir la consommation des Français dans vos établissements. Je pense que cette ligne de conduite dont il ne faut pas déroger parce que sinon elle peut avoir un impact très fort sur vos activités.

Il y a un troisième sujet immédiat à régler, c'est le plus difficile, nous y reviendrons dans les discussions que nous aurons ensemble, c'est le recrutement. J'étais à Washington il y a quinze jours. Je ne veux pas que nous nous retrouvions dans une situation à l'américaine où deux établissements sur trois sont fermés, faute de salariés. Nous n'en sommes pas très, très loin.

Vous avez un mal de fou à recruter dans vos établissements, je le sais. Que ce soit pour un hôtel, que ce soit pour un bar, que ce soit pour un restaurant. Vous avez un mal de fou à recruter. Je pense que cela vaut le coup que nous profitons de cette période pour s'interroger sur cette difficulté de recrutement.

Je sais bien qu'il y a un rapport au travail qui a changé. Mais je vais vous dire très sincèrement, je pense que nous ne nous en sortirons pas en allant expliquer que les jeunes générations ne veulent plus travailler, qu'elles sont devenues paresseuses et qu'il faut... Honnêtement, Dieu sait que je suis attaché à la valeur du travail, mais je ne pense pas que ce discours moralisateur nous permette, au bout du compte, d'apporter des solutions.

Qu'il faille être très strict sur le respect des règles, c'est ce qu'a rappelé le président de la République sur Indemnités chômage. Nous vous proposons des offres d'emploi raisonnables, vous n'acceptez pas, mais au bout d'un certain temps, il n'y a plus d'indemnisation du chômage. Cela me paraît légitime, mais je pense qu'il faut pousser plus loin notre réflexion et je sais que vous le faites, et je vous en suis reconnaissant.

J'ai vu beaucoup d'entre vous qui me disent : « mais nous sommes en train d'étudier sur la récupération du temps de travail, sur le week-end, parce qu'il faut vraiment sacrifier 4 week-end sur 4. Est-ce que ce n'est pas 2 sur 4 ? Comment est-ce qu'on fait pour élargir les espaces de récupération ? Comment faire quand on vient prendre son service puis qu'on a l'après-midi de libre et qu'il faut revenir travailler le soir pour que ce soit mieux organisé et plus facile pour le jeune qui vient travailler chez nous ? »



## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Je sais que vous êtes ouvert aussi à des augmentations de rémunération. L'attractivité ne se résume pas à la rémunération, mais malgré tout, c'est une part de la solution. Je pense que ces solutions-là, il faut que nous les construisions ensemble. Par exemple, vous nous avez demandé, c'était une proposition de Didier et une de vos propositions que nous défiscalisions des pourboires, nous allons défiscaliser les pourboires, c'est une des réponses que nous pouvons porter à l'attractivité du métier.

Mais cette question est tellement importante qu'elle mérite d'être vraiment traitée de bout en bout, en ne regardant pas que par le petit bout de la lorgnette, mais en se disant comment redonner des perspectives de carrière, des perspectives d'évolution à un jeune qui vient rentrer dans ce métier magnifique qu'est le métier de l'hôtellerie, de la restauration ou tous les métiers qui sont sous l'autorité du groupement national des indépendants.

Enfin, au-delà de ces sujets immédiats qui sont des sujets brûlants, très importants pour vous, très difficiles, il faut que vous vous engagiez totalement dans le plan tourisme annoncé le président de la République, qui vise dans le fond à faire ce que je vois partout en France une montée en gamme, une amélioration du service, une qualité toujours plus rigoureuse et toujours plus exceptionnelle dans les restaurants, les bars et les hôtels français et qui nous permettent de rester au niveau que nous pouvons attendre d'un établissement français, c'est-à-dire le meilleur niveau.

Toutes les portes doivent être ouvertes, toutes les pistes doivent être ouvertes, je pense que c'est une occasion unique de faire franchir une étape au monde de l'hôtellerie, de la restauration en France. Je compte donc véritablement sur vous.

Un tout dernier mot, enfin, parce que nous en parlons assez peu, mais je lis bien cafés, bars, brasseries, hôtels, restaurants, j'en ai beaucoup parlé, discothèques, traiteurs, ou organisateurs de réception, je voudrais avoir un mot particulier pour les traiteurs et les organisateurs de réceptions. Parce que c'est pour eux que c'est le plus difficile.

Le restaurant nous pouvons décider le matin que tiens il fait beau, c'est sympa, nous avons quelque chose à fêter, nous n'avons pas envie de faire de la cuisine chez soi, nous passons un coup de fil, nous réservons. Le problème, c'est plutôt que le restaurant est souvent complet que d'avoir un restaurant vide aujourd'hui, tant mieux.

Même chose pour l'hôtellerie, même si les choses sont variables d'une ville à l'autre. Mais j'ai parfaitement conscience que, notamment à Paris, dans un certain nombre d'établissements, le fait que la clientèle internationale ne soit pas encore totalement revenue pose de vraies difficultés.

Cependant, ceux pour lesquels c'est le plus difficile, c'est ceux qui demandent dans le fond de se projeter à trois ou six mois. Tous ceux qui travaillent dans l'événementiel, tous ceux qui organisent donc, des réceptions, les traiteurs.

Aujourd'hui, est-ce que franchement, vous prendriez le risque, avec le retour de la pandémie, d'organiser une réception dans trois mois, dans quatre mois ? Est-ce qu'il n'y a pas un risque que les Français se disent « Mais reportez telle fête, reportez tel événement » parce qu'il y a trop d'incertitudes sur la situation sanitaire.

Je veux donc le dire à tous ceux qui travaillent dans ce métier-là, ils auront mon soutien complet. Nous allons travailler ensemble. Nous allons surtout suivre la situation extrêmement attentivement, établissement par établissement, pour nous assurer que vous arrivez à passer cette période où l'épidémie reprend, même si elle reprend doucement, elle reprend quand même, avec le moins de dégâts possible.



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Je le redis, nous avons été là depuis le premier jour de cette crise et nous serons là jusqu'au dernier jour de cette crise, pour que vos établissements, non seulement survivent, mais se développent, profitent, grandissent et prospèrent.

Merci à tous.